



PRÉFET DE LA MEUSE

Direction des Usagers et des Libertés Publiques
Bureau de l'Environnement

40 rue du Bourg - B.P. 30512 - 55012 BAR-LE-DUC CEDEX - Téléphone 0 821 803 055- Télécopie 03 29 77 55 31

ARRÊTÉ N°2013-0318

ARRETE PREFECTORAL

**Portant déclaration d'utilité publique la dérivation des eaux
souterraines et l'instauration des périmètres de protection**

**Portant autorisation d'utiliser de l'eau en vue de la consommation humaine
pour la production et la distribution par un réseau public**

**Concernant
Le Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup
Nom des captages : Source du Bois Fumin (Vaux-devant-Damloup)**

**LA PREFETE DE LA MEUSE,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;
- Vu** le décret du 14 septembre 2012 nommant Madame Isabelle DILHAC, Préfète de la Meuse ;
- Vu** l'arrêté n°2012-2368 du 1^{er} octobre 2012 accordant délégation de signature à Mme Hélène COURCOUL-PETOT, Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse ;
- Vu** la délibération du Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup du 3 juillet 2009 ;
- Vu** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique relatif à l'instauration des périmètres de protection rendu en août 2008 ;
- Vus** les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 octobre au 10 novembre 2012 ;
- Vus** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 12 novembre 2012 ;
- Vu** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Meuse en date du 11 février 2013 ;
- Vu** le récépissé de déclaration de prélèvement au titre du code de l'environnement délivrée au Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup en date du 25 juillet 2011 ;

CONSIDERANT

Que les besoins en eau destinée à la consommation humaine du Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

Qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de 325 habitants, répartis sur les communes de Dieppe-sous-Douaumont et Damloup ;

Qu'il convient de protéger la ressource en eau du Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup et que, dès lors, la mise en place des périmètres de protection autour de la source du Bois Fumin ainsi que les mesures

envisagées constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse :

ARRETE

CHAPITRE 1: DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PRÉLÈVEMENT DE L'EAU

ARTICLE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice du Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup:

- ✓ Au titre de régularisation, les travaux de réalisation de la source du Bois Fumin ;

Ouvrages concernés

Nom de l'ouvrage	Indice Minier	Section	N° de parcelle	Commune d'implantation
Source du Bois Fumin	0136-5X-0015	AB	144	Vaux-devant-Damloup

- ✓ Au titre de régularisation, la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine induite par les ouvrages, sis au lieu-dit "Bois Fumin", sur la commune de Vaux-devant-Damloup ;
- ✓ Les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour de la source du Bois Fumin et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

Le Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup est autorisé à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau de la source du Bois Fumin dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Le débit d'exploitation autorisé est :

- débit de prélèvement maximum annuel de 48 000 m³.

ARTICLE 3 : Caractéristiques et aménagement du captage

La nappe captée est la nappe des calcaires argovo-rauraciens. Le plancher est constitué par les calcaires mameux et la base du réservoir repose sur les calcaires mameux d'Ornes. La nappe est alimentée par les infiltrations des pluies sur la zone d'affleurement. Une partie de l'eau captée est dirigée vers un réceptacle situé sur la commune de Damloup, où l'eau est décantée puis distribuée vers les réservoirs de Damloup et de Dieppe-sous-Douaumont. L'autre partie est dirigée vers le réceptacle de l'autre côté de la route, il sert de réservoir pour la commune de Vaux-devant-Damloup.

Les coordonnées topographiques Lambert (zone II étendu) de la source du Bois Fumin sont :

- X = 827,345 km, Y = 2 471,914 km et Z = 274 m.

ARTICLE 4 : PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage et s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 4.1 : DISPOSITIONS COMMUNES AUX PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMÉDIATE, RAPPROCHÉE ET ÉLOIGNÉE

Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine sera réalisée par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique au frais du pétitionnaire.

Les prescriptions des périmètres de protection peuvent être révisées, par décision préfectorale après enquête publique, à tout moment en fonction des résultats du contrôle sanitaire effectué sur les eaux par un service habilité, notamment en cas de dépassement des normes de potabilité d'un ou plusieurs des paramètres analysés, de manière répétée et récurrente ou significativement élevée, et faisant apparaître une dégradation de la qualité de l'eau.

Toutes mesures devront être prises pour que le Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup et l'Agence Régionale de Santé de Lorraine soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 4.2 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE

Le périmètre de protection immédiate est constitué de la parcelle cadastrée n°144 section AB de la commune de Vaux-devant-Damloup, d'une surface de 467 m².

Des servitudes sont instituées sur le terrain du périmètre de protection immédiate suivant les prescriptions suivantes :

Le périmètre de protection immédiate doit rester clôturé. Le syndicat de Dieppe-Damloup doit rester propriétaire de la parcelle n°144 section AB sur laquelle se trouve le périmètre de protection immédiate (une convention de gestion a été établie entre l'ONF et le Syndicat). Aucune activité en dehors de l'exploitation des ouvrages de prélèvements et de l'entretien des zones n'y est autorisée.

L'emprise de la parcelle n°144 doit être régulièrement entretenue par débroussaillage saisonnier, les déchets de coupe étant évacués du site. Aucun produit chimique ou organique ne sera utilisé.

ARTICLE 4.3 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

Le périmètre de protection rapprochée est constitué d'une partie de la parcelle n°143 section AB de la commune de Vaux-devant-Damloup et sa superficie est égale à 631 824 m².

Dans le périmètre de protection rapprochée, le syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup peut instaurer un droit de préemption urbain et prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, dans les conditions définies aux articles L.211-1 du code de l'urbanisme et R.1321-13-3 et 4 du code de la santé publique.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions suivantes :

Le comblement de fouilles, tranchées, excavations est réalisé à l'aide de matériaux extraits ou de matériaux naturels provenant de carrière et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe.

Les stockages et dépôts de toute nature sont interdits à l'exception de ceux réalisés dans le cadre de l'exploitation forestière. A ce titre, les aires de débardage sont implantées à plus de 250 mètres du captage. Les affouragements et agrainages du gibier sont réalisés à plus de 1000 mètres du captage.

Sont par ailleurs interdites dans ce périmètre les activités suivantes :

- La création de nouveaux points de prélèvement d'eau ou de sondage de reconnaissance, à l'exception de celle au bénéfice de la collectivité bénéficiaire de l'autorisation et après autorisation préfectorale,
- L'exploitation ou l'ouverture de carrières ainsi que la réalisation de mares et d'étangs,
- Toute nouvelle construction,
- Le défrichement,
- L'abandon et l'enfouissement des cadavres et des sous produits de gibiers résultant des parties de chasse,

- Le drainage agricole, les activités de maraîchage, serres et pépinières, les abreuvoirs et installations mobiles de traite, l'épandage de boues de station d'épuration et de produits phytosanitaires et le pacage d'animaux,
- L'utilisation de produits phytosanitaires pour le traitement des accotements de routes et le traitement du bois stocké,
- Les canalisations de transport d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides ou d'eaux usées,
- Les rejets et l'épandage d'effluents liquides de toute nature,
- Le camping, caravaning et annexes.

ARTICLE 4.4 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE

Le périmètre de protection éloignée du captage s'étend sur les communes de Vaux-devant-Damloup, de Damloup et de Fleury-devant-Douaumont conformément au plan joint en annexe.

Ce périmètre constitue une zone de vigilance accrue sur les activités existantes et futures afin de renforcer la protection des eaux captées contre les pollutions.

A ce titre, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine sera réalisée par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique au frais du pétitionnaire.

ARTICLE 5 : INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité de la source du Bois Fumin sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge du Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup.

CHAPITRE 2 : TRAITEMENT, DISTRIBUTION DE L'EAU ET AUTORISATION

ARTICLE 6 : AUTORISATION D'UTILISER L'EAU À DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Le Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup est autorisé, à titre de régularisation, à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source du Bois Fumin dans le respect des modalités précisées aux articles du présent chapitre.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine du Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup doit être déclaré en préfecture, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 7 : CONCEPTION ET ENTRETIEN DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Les ouvrages servant à la production et à la distribution de l'eau doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur. Les canalisations d'adduction d'eau potable traversant le périmètre de protection rapprochée doivent faire l'objet d'une servitude de passage par acte notarié.

ARTICLE 8 : TRAITEMENT DE L'EAU

L'eau subit une désinfection par javellisation automatique au niveau des chambres de surpresseurs en entrée de chacun des villages. Au vu des non conformités bactériologiques observées malgré ce traitement, il est opportun que le Syndicat s'équipe d'un appareil de mesure du chlore afin de vérifier le fonctionnement du traitement et maintenir une chloration suffisante en distribution.

ARTICLE 9 : SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

Le Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dont il a la responsabilité. Il veille notamment à la protection de sa ressource ainsi qu'au bon fonctionnement de ses installations de production et de distribution d'eau. Un carnet sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre doit être tenu à jour par l'exploitant.

ARTICLE 10 : CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

Le contrôle sanitaire de la qualité de l'eau s'effectue selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, des analyses complémentaires peuvent être prescrites. Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 11 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Les propriétaires de terrains et les locataires compris dans les périmètres de protection doivent subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et sanctionnée conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 3 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 13 : SERVITUDES

Les limites des périmètres de protection et les servitudes seront inscrites dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vaux-devant-Damloup le cas échéant.

ARTICLE 14 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ

La notification individuelle du présent arrêté est faite sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception aux propriétaires des terrains inclus dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée. Le Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup est chargé d'effectuer cette formalité.

Les propriétaires des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont tenus d'informer les locataires et les exploitants des terrains de l'établissement de la protection du captage faisant l'objet du présent arrêté ainsi que des servitudes y afférents.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affichée pendant une durée minimale de deux mois à la mairie de la commune de Vaux-devant-Damloup. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux du département de la Meuse.

Le Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup transmet à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, dans un délai de 6 mois après la date de signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 15 : DROIT DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy - 5, Place de la Carrière - C.O. n° 20038 54036 NANCY Cedex.

ARTICLE 16 : MESURES EXÉCUTOIRES

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse, le Sous-Préfet de Verdun, le Président du Syndicat des Eaux de Dieppe-Damloup, le Maire de la commune de Vaux-devant-Damloup, le Directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur est notifié et dont copie est adressée à titre d'information au Président du Conseil Général de la Meuse, au Directeur de l'Agence de l'Eau, au Directeur de l'Office National des Forêts et au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières.

Bar-le-Duc, le 19 FEV. 2013


La Préfète
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Hélène COURCOULT-PETOT

POUR COPIE CONFORME

Le Chef de Bureau délégué,



Vassili CZORNY

Liste des annexes :

- Annexe I : Etat parcellaire du périmètre de protection immédiate
- Annexe II : Etat parcellaire du périmètre de protection rapprochée
- Annexe III : Plan parcellaire du périmètre de protection immédiate
- Annexe IV : Plan du périmètre de protection rapprochée
- Annexe V : Plan du périmètre de protection éloignée